

# « En dehors de votre spécialité, vous êtes comme nous... »

Pour une sociologie conjointe du public  
et des chercheurs

**Éric Mollard**

Sociologue de l'environnement

## I Introduction

En dehors de votre spécialité, vous êtes comme nous : vous ne savez pas » assène une personne dans la salle. C'est la goutte qui fait déborder le vase : le professeur invité à un forum parisien sur la biodiversité marine sort en claquant la porte. De moins en moins anecdotique, la tension palpable entre les impatiences du public et une offre scientifique spécialisée traduit une fracture grandissante. À part le public général peu intéressé au nom de qui tout le monde parle, les publics conscientisés, avertis ou militants font face à des chercheurs inquiets, sans protection et seuls dans l'arène. Le fossé est-il évitable ? Peut-on tout dire en public ? Comment est-il possible qu'un public puisse autant aduler que rejeter ? Un bref retour historique est nécessaire pour comprendre les contradictions d'une époque où la science n'a jamais été plus nécessaire et mise en cause<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour une analyse de la place de l'expert dans le débat public, voir : FRANÇOIS et NEVEU (éd.), 1999.

## L'exemple de la projection d'un documentaire

Le hasard avait bien fait les choses. Alors que la nouvelle crise de l'eau rejoignait les crises de la biodiversité et du changement climatique (MOLLARD, 2012), j'étais mis en relation avec un cinéaste qui souhaitait tourner un film sur l'eau au Mexique. Son mandataire, l'Unesco, avait pour objectif de présenter le film en assemblée plénière lors du IV<sup>e</sup> forum mondial de l'eau en 2006 à Mexico.

Évidemment, une réalisation franco-Unesco sur le Mexique et une projection également au Mexique ont dû paraître cavalières au gratin des spécialistes mexicains. C'est aussi ce que recherchait l'Unesco qui ne voulait nullement une propagande à la gloire de l'administration fédérale ou de la ville de Mexico.

Toujours est-il que le rôle de conseiller scientifique m'a donné l'opportunité *a priori* d'entrevoir les dessous de la création d'un film et *a posteriori* de discuter de l'eau avec des publics variés quand j'étais invité à sa projection. Cette place de conseiller fut modeste, puisqu'elle s'est réduite à trois brefs moments : orienter le cinéaste vers les problèmes sociaux plutôt que vers les réalisations pharaoniques ; préciser quelques éléments du script original ; et corriger le texte final. En fait, l'Unesco et le cinéaste s'intéressaient autant à mes connaissances qu'à mon statut de chercheur et à la caution de l'IRD en mesure de donner quitus scientifique au documentaire. Le traitement du sujet fut donc propre au cinéaste et c'est tout son intérêt. En effet, il révèle un point de vue qui s'inscrit dans la narration admise pour l'eau. À ce titre, le documentaire épousait les attentes du public.

Dans « Mexico, une soif difficile à éteindre », Nicolas Montibert, le réalisateur, débute par l'histoire préhispanique de la gestion de l'eau. Cette gestion aurait été sage et adaptée jusqu'à ce que les Espagnols, dès leur arrivée, initient les grands travaux de captage et d'assainissement. Les chantiers gigantesques se sont poursuivis jusqu'aux gouvernements actuels avec des effets désastreux. Aujourd'hui, les nappes phréatiques sont en cours de disparation et

l'eau potable vient de territoires éloignés au prix d'un pompage extrêmement coûteux en énergie.

D'inspiration malthusienne, la narration est construite sur la menace d'une croissance démographique qui diminuerait inéluctablement l'eau disponible par personne. La conséquence de la rareté serait la multiplication des litiges. À Mexico, le conflit emblématique a été fourni opportunément par des Indiennes mazahuas qui, en 2004, se battaient pour obtenir l'eau potable dans leurs villages<sup>2</sup>. En effet, les barrages érigés sur leur territoire desservent la capitale où l'eau est supposée gaspillée, ce que le film symbolise par le grand jet d'eau d'un parc urbain. Mais la narration identifie aussi un coupable pour les grands travaux, les conflits et les inégalités<sup>3</sup>. Tout procéderait du choix initial d'une exploitation des ressources sans limites. Sans l'expliciter, le film véhicule l'idée d'une élite occidentalisée, aveugle au développement durable et sourde aux aspirations populaires. On retrouve la narration de l'eau, telle qu'elle est diffusée et comprise dans l'opinion occidentale avec les mêmes accents d'injustice et de développement facilement amendable avec de la bonne volonté<sup>4</sup>.

Une base narrative crédible associée à une haute qualité cinématographique qui conjugue effets émotionnels et preuve par l'image rend l'argumentaire filmique convaincant. Les Indiens, les pauvres et les experts prennent la parole et les spectateurs se rendent compte par eux-mêmes des pollutions, des problèmes de santé, de la disparition des nappes, etc. Comme la base narrative confirme les attentes, la réception du film a été unanimement positive. Le public ne peut qu'approuver un film qui donne l'impression que la situation mexicaine est un avatar du capitalisme aux dérives techniques et sociales mal maîtrisées.

Face à une narration qui mobilise le bon sens, le chercheur en sciences sociales qui déconstruit les discours convenus pour cerner

---

<sup>2</sup> La zone d'alimentation de la ville de Mexico connaît épisodiquement des conflits, mais l'ampleur du litige mazahuas sur l'eau était liée à sa médiatisation avant la tenue prochaine du forum mondial de l'eau.

<sup>3</sup> Les inégalités se traduisent par exemple par un prix plus élevé de l'eau dans les banlieues.

<sup>4</sup> La force additionnelle de cette narration est de lier dans une même culpabilité les Espagnols de la conquête et les élites actuelles occidentalisées. L'eau n'est alors plus que la variante de la grande narration du métissage et de la faute originelle qui caractérise, selon de nombreux essayistes, les dérives du modèle mexicain.

non-dits, alliances et intérêts se doit d'être prudent. Si les problèmes sont multiples, la généralisation du problème, l'identité du coupable et les solutions associées<sup>5</sup> sont loin d'être prouvées. Aussi, faute de pouvoir faire partager les références théoriques des *Science and Technology Studies* par exemple, le chercheur peut tout au plus inviter à la circonspection face aux généralisations suggérées, à leurs causes évidentes et aux solutions préconisées. Avec un peu d'habileté, il peut introduire le jeu politique, mais l'exercice est délicat quand tout le monde sait que l'eau génère partout de nombreux problèmes. Pour découpler les multiples problèmes agglomérés dans la narration, peut-être que le chercheur devrait interroger à son tour le public : qui a intérêt à cette narration ?

En résumé, les chercheurs sont confrontés à une narration renforcée par deux éléments. Le premier est le lien entre la narration de l'eau et les narrations plus générales qui accusent le même ennemi. Le second est un argument apparemment irréfutable. En admettant que le public prenne conscience des enjeux politiques qu'occulte la narration, l'argument ultime devient : « quand bien même le film comporte des erreurs, il conscientise ! ». À ce stade, la connaissance elle-même est minimisée au profit des lanceurs d'alerte et de l'action<sup>6</sup>.

## L'héritage institutionnel des chercheurs

Face à une construction cohérente dans ses preuves multiples, explications générales et solutions évidentes, comment les chercheurs

<sup>5</sup> Il y a sans doute une part de condescendance pour une partie du public qui fustige les Mexicains. En même temps, certains militants éprouvent de l'empathie pour les pauvres, les Indiens, les femmes, etc. Après le film, une personne avait déclaré que son village qui défendait des sources convoitées par la ville de Montpellier était un village d'Indiens.

<sup>6</sup> Face à cet argument, ma stratégie est de donner la preuve que la conscientisation existe au fin fond des campagnes (données à l'appui) et, surtout, d'évoquer que la narration occupe le terrain du développement et empêche des actions plus efficaces. Si le temps le permet, j'ose retourner l'argument en soulignant de manière plus offensive ce que la narration doit à l'opinion publique où les responsables « c'est un peu nous tous qui alimentons les narrations convenues ».

réagissent-ils ? Les plus spécialisés sont prudents face aux généralisations, parce que leur connaissance est fragmentaire. Ils font aussi confiance aux institutions et la justification de leur travail scientifique au nom de l'intérêt public les conduit à défendre l'intérêt public et sa rationalité. Aussi, chiffres à l'appui, tout projet officiel, y compris la demande démesurée en eau d'une mégalopole, trouve-t-il grâce à leurs yeux. Les chercheurs sensibles à la dégradation de l'environnement se sentent plus proches du film. Ils mettent en relief des solutions alternatives en mesure de corriger les erreurs du passé. Ils font « feu de tout bois » en soulignant les pistes inexplorées par les gouvernements complaisants avec les pouvoirs et frileux dans leurs engagements. Quelle que soit la configuration, il est improductif de remettre en cause les généralisations du film. Le temps manque, dans un débat public, pour montrer les raccourcis d'une narration et mettre en relief la grammaire commune de la revendication. Mais avant d'en tirer des leçons, voyons comment le public « s'est construit » et comment il réagit face à une science parfois sûre d'elle et souvent impréparée à la contradiction<sup>7</sup>.

La science s'est consolidée d'abord parmi les notables associés en réseau dans les sociétés savantes. Les laboratoires sont devenus publics au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, quand les dirigeants ont pris conscience de l'intérêt (pour leur propre légitimité et pour la collectivité) des retombées de la science. Pasteur promu héros républicain est aussi le symbole d'une progressive perte d'autonomie. L'alliance avec le politique a engendré parallèlement le scientisme où la science, capable du meilleur et du pire et protégée par les gouvernements, était auréolée de sa capacité à combattre les conséquences néfastes du progrès qu'elle-même suscitait. Élaboré conjointement, le credo du « toujours plus de science » était associé à la devise « faites-nous confiance ». Dans la France jacobine, le tandem fut

---

<sup>7</sup> Le public n'est qu'un lieu de débat parmi d'autres. La notion de débat ou d'épreuve permet d'identifier les différentes natures de la connaissance : le premier degré de la connaissance est celui de la validation par les journaux scientifiques ou l'expertise d'un chercheur confirmé ; le degré deux concerne les réseaux épistémiques qui partagent un point de vue et animent un débat entre spécialistes ; le degré trois a passé l'épreuve du débat contradictoire parmi les chercheurs, voire entre les disciplines (si le débat tranche rarement, il permet de connaître les arguments de la partie adverse) ; le degré quatre concerne l'épreuve du public. Il se pourrait que les États-Unis aient une culture du débat (niveau trois) plus marquée qu'en France en partie par l'administration de la science.

particulièrement efficace, car il permettait de justifier les entreprises gouvernementales en brandissant l'intérêt public et la légitimité scientifique. Même dans les cas controversés, la critique était difficile et fut longtemps marginale.

Une fois la reconstruction et la sécurité retrouvées, l'émotion immédiate que transmet la télévision symbolise l'après-guerre. Le doute et la fronde postmoderne se mettent en place dans le sillage des scandales où la science est associée aux gouvernements et aux intérêts financiers. Dirigisme et idéologies radicales ne font plus recette et la crise de confiance touche autant la représentation politique que les institutions. Le tandem politique-science est questionné et aujourd'hui la science est perçue de manière ambiguë : elle reste une référence moins pour le progrès que pour des avancées ciblées (santé, par exemple), moins pour l'économie générale que pour l'emploi. Face au pluralisme des valeurs, elle est davantage une référence relative qu'absolue. Quant au scientifique isolé, il est encore moins digne de confiance si l'on en croit les enquêtes<sup>8</sup>, sauf à incarner, à l'exemple du professeur Séralini, le rôle de lanceur d'alerte<sup>9</sup>.

La configuration sociétale inclut désormais l'opinion publique, comme l'ont montré les affaires du sang contaminé, de la grippe aviaire et de la vache folle dans lesquelles le facteur émotionnel a eu des répercussions économiques. Le mouvement de fond n'est pas seulement une prise de conscience face aux périls environnementaux ou face à la multiplication des incertitudes scientifiques (tel que suggéré par JASANOFF, 2012), il résulte aussi de la montée en puissance de l'opinion publique. L'environnement, les mouvements bio et de santé alternative ou la méfiance envers la médecine classique et l'agronomie intensive (méfiance dont les chantres : Pierre Rhabi, Nicolas Hulot, Hubert Reeves ou Edgar Morin remplissent facilement les salles) ne sont qu'un aspect de l'exigence générale qui veut plus de droit « moral » que de droit positif fondé sur l'imposition ou le compromis, plus de justice sociale que de « science sans conscience » (et de politique sans confiance).

<sup>8</sup> *Le Monde* du 16 juin 2011 par Pierre Le Hir « Les Français se fient à la science, pas aux chercheurs ».

<sup>9</sup> Le public m'a reproché de minimiser ce rôle dans une conférence tenue avant l'expérimentation médiatisée sur les OGM.

Au sein d'une gouvernance qualifiée souvent de démocratie d'opinion ou de dictature des émotions, le politique a désormais pris ses distances pour éviter de subir le contrecoup des réactions de l'opinion. Le renversement est total par rapport à l'époque précédente où l'administration protégeait la science. Suivant l'opinion publique, les gouvernements sont acquis à la peur malthusienne. L'eau n'y échappe pas et le premier coup de semonce a eu lieu avec les guerres de l'eau. Toutefois, à l'encontre de l'idée naturelle qui veut que l'eau rare produise des guerres, un groupe de scientifiques démontrait que la coopération internationale est une constante dans l'histoire et que les guerres de l'eau, en nombre réduit, sont le plus souvent la conséquence d'un autre problème que l'eau (WOLF, 1998). Faute de bénéficier de la légitimité des guerres de l'eau, la narration s'est emparée de la crise de l'eau qui généralise les dysfonctionnements locaux, sans que la communauté scientifique spécialisée puisse réagir aussi facilement.

Face à une narration plus solide que ce qu'en pensent les scientifiques, les réactions se font jour. En librairie paraissent de nombreux titres, y compris sur l'eau, par lesquels praticiens et chercheurs ne veulent cautionner ni la peur ni l'irrationnel. L'exercice est devenu délicat car, désormais, il est nécessaire d'éviter les écueils du climat-scepticisme et de l'adhésion aveugle à la notion étroite de l'intérêt public. La place de scientifique critique rend nécessaire d'entreprendre une sociologie du public et des chercheurs.

## Le public et les scientifiques aujourd'hui

Si la période a changé, les habitudes résistent. C'est le cas des scientifiques sous leurs deux formes archétypiques. Si les scientifiques défenseurs de l'écologie jouent une partie facile puisque leur point de vue, leurs résultats et leurs interventions convergent avec l'attente du public<sup>10</sup>, les scientifiques confiants dans les institutions

---

<sup>10</sup> Le public est conscient de l'engagement de ce type de chercheurs.

doivent composer en adoptant une posture pédagogique. Ils doivent d'un côté expliquer que leur confiance n'est pas un aveuglement, tout en évitant d'apparaître « climato-sceptiques », dénomination ici qui dépasse le climat et embrasse les narrations concernant l'environnement, les crises économiques et la crainte technologique. Ils doivent être attentifs autant à la forme argumentaire qu'au fond (incertitude de la science, notion d'intérêt public, généralisations abusives, parler hors compétence). Les chercheurs déconstructivistes vivent une situation analogue d'inconfort.

Commençons par le public au sein duquel trois grands types sont repérables : le grand public<sup>11</sup> à peine motivé comme les élèves ou familial de dimanche pluvieux, le public averti et militant et enfin le public savant. Reconnaître à qui on a affaire est une étape préliminaire pour adapter l'argumentaire et évaluer le niveau de prudence car, comme on l'a dit, le temps imparti ne permet pas d'infléchir les *visions du monde*.

Le public joue un rôle non seulement par sa participation active dans les forums institutionnels<sup>12</sup> ou par le lobbying associatif, mais aussi en tant qu'opinion publique. L'opinion suit « naturellement » une narration simple que confirme une conférence, un documentaire, une discussion au café ou Internet. De manière schématique, on peut caractériser la narration malthusienne comme catastrophiste, non historique et apolitique : catastrophiste par la menace du manque d'eau, anhistorique par oubli de l'ancienneté des thèses malthusiennes peu ou pas réalisées, et apolitique dans la mesure où le public privilégie l'action au débat et refuse le jeu politique qu'il ramène aux querelles partisans et à la domination d'une élite sur une société<sup>13</sup>.

La narration est construite sur le modèle de la « représentation sociale », telle qu'elle a été conceptualisée en psychologie sociale.

<sup>11</sup> Le grand public n'est pas une catégorie à sous-estimer, comme le suggère la construction des grands barrages. Alors que l'opérateur d'électricité brésilien évoque les millions de citoyens qui subissent les coupures d'électricité au nom de qui il réalise le projet, l'argument est peu utilisé, car l'opinion des mêmes citoyens, versatile, peut privilégier les arguments pro-indiens et pro-environnement.

<sup>12</sup> Là encore, il est délicat de remettre en cause l'utilité des dispositifs participatifs pourtant très critiqués par les scientifiques (par exemple BERRY et MOLLARD, 2012).

<sup>13</sup> L'absence de formation en sciences politiques durant la scolarité explique probablement ce déficit, absence qui s'explique par tout refus de la mise en doute de la parole officielle.



Une légitimité minimale et une cohérence apparente suffisent pour son acceptation et sa diffusion. La justice sociale, l'invocation du droit moral ou positif et toute autre rhétorique sont insuffisantes, si la légitimité scientifique est absente. La narration semble frappée au coin du bon sens, alors que la crise est construite par des intérêts convergents parmi les administrations, les politiques, les ONG, les médias, les entrepreneurs, les organisations internationales, les usagers, etc.

Légitimité ne signifie pas vérité et le public averti ou savant objecte souvent à bon escient. Il s'inscrit dans d'autres registres que la seule rationalité publique et, face à la connaissance scientifique, il est en mesure de souligner les débats en cours, cite des scientifiques pas nécessairement connus du conférencier et accuse les insuffisances ou les partis pris<sup>14</sup>. Ces comportements deviennent aussi des comportements d'autorité quand les intervenants savent bénéficier d'un appui dans le public, du fait de la narration partagée<sup>15</sup>. Le public peut refuser à la science son caractère absolu et invoquer un droit de regard, voire le droit à la diriger. Il argue aussi du relativisme, quand il considère que les savoirs traditionnels ou locaux sont plus efficaces que les savoirs scientifiques. Des exemples connus appuient ses assertions, ceux des bergers du Cumbria à la frontière écossaise (WYNNE, 1992) ou bien des associations de malades atteints du sida dont les connaissances, dans les deux cas, valaient ou dépassaient celles des spécialistes.

Quelles leçons peuvent tirer les scientifiques de cette sociologie du public ? Deux pistes devraient être explorées : la piste individuelle pour interagir avec un public et la piste de plus longue haleine pour que la communauté puisse répondre jusqu'à un certain point aux questions du moment<sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> Le public averti n'est pas un simple bretteur. Il s'est intéressé au sujet, car il a pris parti pour une cause. Cette cause qu'il défend se traduit par des causes particulières ou la remise en cause de la recherche. Le discours autour de cette cause particulière est construit comme une montée en généralité qui peut déstabiliser un conférencier peu préparé.

<sup>15</sup> Les organisations internationales sont étonnamment conformistes. Leurs documents sont alors évoqués dans les médias plus facilement que les ouvrages scientifiques qui insistent sur les incertitudes résiduelles.

<sup>16</sup> Ce « certain point » au-delà duquel la science a des incertitudes devrait être situé, ce qui est loin d'être le cas. Pourtant, les incertitudes sont le moteur de la recherche puisque, normalement, leur identification conduit à produire des expérimentations en mesure de les lever. Mais ce travail se fait dans le cercle clos de la discipline, faute d'interactions suffisantes avec les autres disciplines ou avec le public.

La diffusion du savoir scientifique est une confrontation avec d'autres visions du monde. Elle doit suivre les principes d'une communication cadrée par les conditions propres au débat rapide. L'empathie, la pédagogie et l'émotion sont autant à la disposition du chercheur que du public. Les attentes et les savoirs présents dans une salle de conférence doivent pouvoir être décryptés avec l'aide d'une sociologie du public. Face à la possibilité de décrédibiliser le scientifique si le public n'est pas convaincu, les règles de base sont : l'écoute, l'humilité et le respect ; la transparence car le débat ressemble à une gestion de crise ; ne pas sous-estimer les symboles que proposent le public<sup>17</sup> ; ne pas mordre la main (publique) qui nourrit (le chercheur), etc. Sont à proscrire autant les généralisations hâtives que la critique systématique quand la population attend du concret. Cela suppose d'avoir réfléchi à des solutions, même si elles sont utopiques<sup>18</sup>. Percevoir les mouvements d'humeur dans le public est une manière d'être à son écoute. Aussi le professeur d'écologie marine eut-il pu enrayer les critiques feutrées sur la notion de « stocks » de poisson. Par son jargon, il a donné l'image d'une écologie scientifique vendue aux marchands de poisson. La rumeur dans la salle et les questions indirectes ont alors enflé jusqu'à le terrasser avec : « En dehors de votre spécialité... ». L'entraînement n'est pas superflu.

Un peu plus difficile à pratiquer, toujours au niveau individuel, est une éthique de la résistance quand les politiques et le public sollicitent une expertise au-delà du champ disciplinaire du chercheur. Ces appels constituent paradoxalement une transgression de la règle scientifique. Il faudrait qu'il puisse résister à de telles avances ou bien signaler le moment où il sort de son champ professionnel.

Au-delà, une démarche collective est à envisager à deux niveaux. Le premier serait de définir une position minimale de connaissance à

<sup>17</sup> Les grands mammifères marins constituent un symbole dans la biodiversité. Ils ne doivent pas pour autant être mésestimés par les spécialistes de la biodiversité.

<sup>18</sup> De mon côté, je suggère au public les difficultés anciennes pour résoudre les problèmes : auparavant par les administrations du développement, aujourd'hui par les ONG. Je rappelle que les secteurs de l'eau ou des ressources naturelles ne sont pas les seuls concernés puisqu'impôts, police et justice le sont également. Dans des sociétés qui éprouvent des difficultés à agir collectivement, je suggère des solutions « politiques » ou institutionnelles générales, sans ôter l'espoir que des actions sectorielles puissent être menées.

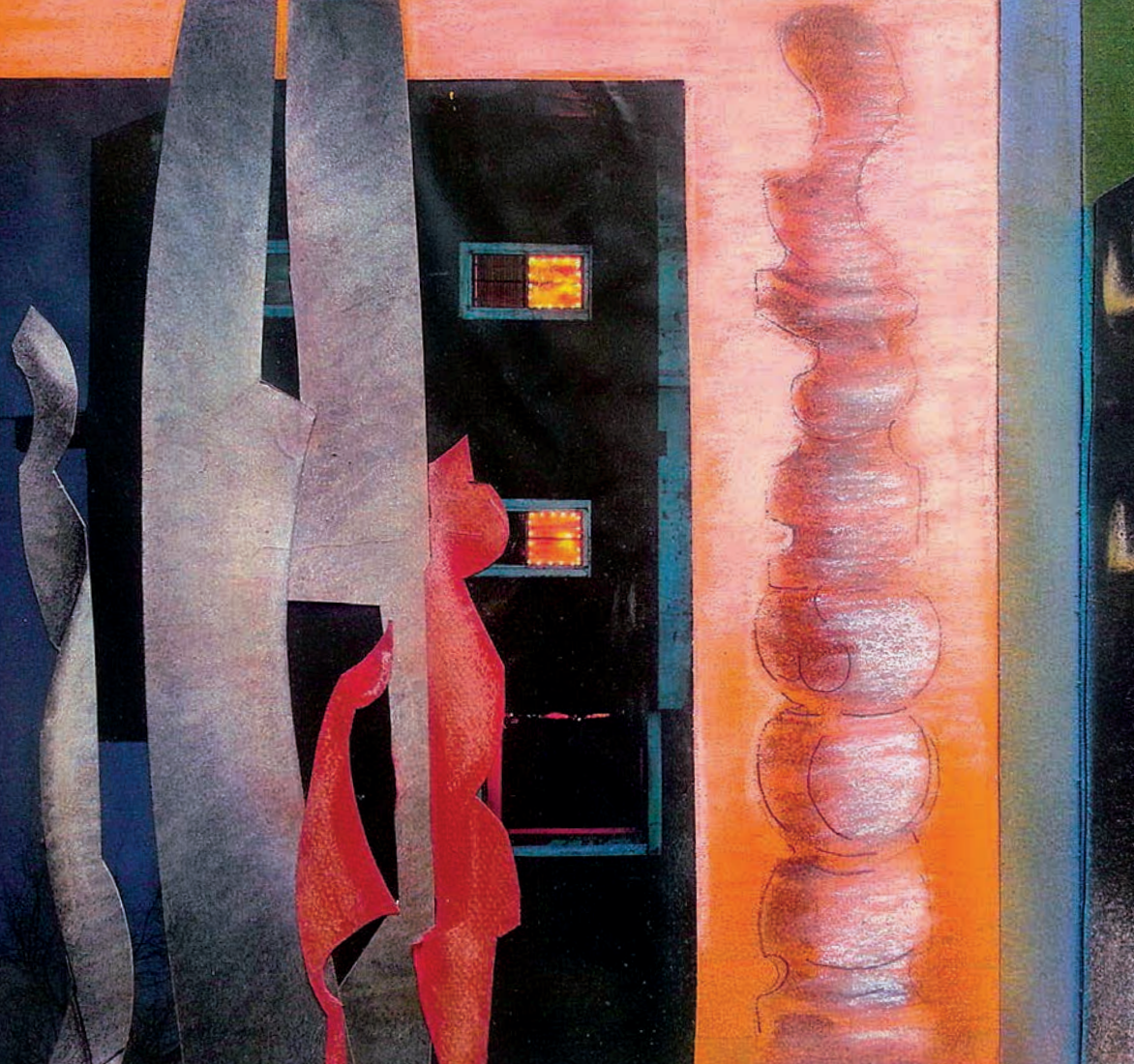
partir de débats à créer. Malgré un grand nombre de congrès, les débats scientifiques sont plus rares qu'il n'y paraît. Le livre d'Erik ORSENNA (2009) et le rapport de Jean GLAVANY (2011) sur l'eau montrent à quel point la narration dominante traverse la science et percole jusqu'aux élus qui élaborent un travail de synthèse en toute bonne foi. Or, la controverse existe, mais elle se situe en dehors des disciplines dominantes que sont l'hydrologie et l'économie pour l'eau. En fait, la controverse entre disciplines n'est pas visible, car nul débat majeur n'a lieu.

De manière plus ambitieuse, les laboratoires ne doivent-ils pas s'ouvrir au public afin de peser sur les administrations qui n'ont aucun intérêt à remettre en cause l'opinion publique et les narrations, encore moins à publiciser les controverses ? Une implication du public dans les laboratoires, sous la forme de témoins de leur fonctionnement quotidien par exemple, infléchirait les routines et les micropouvoirs, ferait remonter des améliorations possibles et forcerait indirectement les gestionnaires de la recherche à organiser des débats. Même si la présence d'un public peut également accentuer les dérives actuelles, on peut imaginer, sous certaines conditions, qu'il favorise les mises en perspective, promeuve des approches transversales articulées aux spécialités et publicise les controverses.

Quelles que soient les solutions imaginables, une sociologie du chercheur et de son public est à formaliser dans le secteur de l'environnement et du développement. Ce secteur n'est pas le plus facile car les ONG, les organisations internationales et les élites nationales ont des idées cohérentes, se passent de la légitimité scientifique en dernier recours et jouent du levier de l'opinion publique. La diffusion du savoir, un savoir à définir selon qu'il situe l'incertitude et qu'il est ouvert au débat, est loin d'être un long fleuve tranquille.

## Bibliographie

- BERRY K., MOLLARD E., 2012 – *Social Participation in Water Governance and Management: Critical and Global Perspectives*. CRC Press, 320 p.
- FRANÇOIS B., NEVEU É. (éd.), 1999 – *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*. Presses universitaires de Rennes, 324 p.
- GLAVANY J., 2011 – *Rapport d'information sur la géopolitique de l'eau*. Lionnel Luca, président et Jean Glavany, rapporteur. Assemblée nationale, décembre 2011, 312 p.
- JASANOFF S., 2012 – *Science and Public Reason*. Routledge, Series, The Earthscan Science in Society Series, 290 p.
- MOLLARD E., 2012 – « Comment fabriquer une crise ? Indicateurs particuliers et narration dominante de la crise de l'eau ». Colloque international Gemdev/Unesco, *La mesure du développement. Comment science et politique se conjuguent*, Paris.
- ORSENNA E., 2009 – *L'Avenir de l'eau*. Paris, Fayard.
- WOLF AARON T., 1998 – Conflict and cooperation along international waterways. *Water Policy*, 1 (2) : 251-265.
- WYNNE B., 1992 – Misunderstood misunderstanding: social identities and public uptake of science. *Public Understanding of Science*, 1 : 281-304.



**Colloques et séminaires**

# Les savoirs des sciences sociales

**Débats, controverses, partages**

Éditeur scientifique  
**Laurent Vidal**



Ouvrage issu du colloque  
« Les sciences sociales et la diffusion des savoirs dans l'espace public »  
Marseille (France), 31 janvier-1<sup>er</sup> février 2013  
organisé avec l'appui de la région Paca et de l'IRD

# Les savoirs des sciences sociales

## Débats, controverses, partages

---

Éditeur scientifique  
Laurent Vidal

**IRD Éditions**  
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Collection Colloques et séminaires

Marseille, 2015

**Préparation éditoriale**

Yolande Cavallazzi

**Mise en page**

Desk (53)

**Correction**

Sylvie Hart

**Coordination, fabrication**

Catherine Plasse

**Maquette de couverture**

Michelle Saint-Léger

**Maquette intérieure**

Catherine Plasse

*Photo de couverture*

Collage-pastel (détail) d'Albert Dupin, 1993, coll. et photo d'A. Vidal.

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2015

ISBN : 978-2-7099-1881-7

ISSN : 0767-2896